


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



16505 
Distr.
LIMITEE
E/CN.14/SWCD/5
10 janvier 1962
Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Comité permanent de la Protection Sociale
et du Développement Communautaire
Addis-Abéba, 5-13 février 1962

RAPPORT SUR LE STAGE DE FORMATION DE DEVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE DE DAKAR (NOVEMBRE 1961)

RAPPORT SUR LE STAGE DE FORMATION DE DEVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE DE DAKAR (NOVEMBRE 1961)

Table de Matière

| | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| I. Objectifs et programme | 1-3 |
| II. Fréquentation et ambiance du stage | 3-4 |
| III. Organisation | 4-6 |
| IV. Enseignements qu'il convient de tirer | 6-7 |
| | |
| Annexe I. Programme des cours et conférences | 1-14 |
| Annexe II. Liste des participants et des conférenciers | 1-2 |

R A P P O R T

SUR LE STAGE DE FORMATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE DAKAR
(Novembre 1961)

I. -- OBJECTIFS ET PROGRAMME :

Une des recommandations essentielles du cycle d'études sur le Développement Communautaire qui s'est tenu en septembre 1959 à Addis-Abéba, sous l'égide de la Commission Economique pour l'Afrique, préconisait l'organisation sur une base sub-régionale, et sans tenir compte des différences linguistiques, de stages au niveau le plus élevé destinés à la formation de spécialistes africains de développement communautaire appelés à jouer le rôle de conseillers, de directeurs ou de planificateurs dans leurs pays.

C'est conformément à cette recommandation que la C.E.A. a inscrit dans son programme de travail 1961/62, l'organisation d'un premier stage.

Celui-ci s'est déroulé à Dakar, dans le cadre de l'Université du 1er au 30 Novembre 1961. Il était destiné aux pays de l'ouest africain, aussi bien francophones qu'anglophones.

Le programme avait été conçu en partant de l'idée qu'on avait à faire, non à des agents travaillant sur le terrain, mais à des techniciens ou fonctionnaires ayant déjà des responsabilités. Leur niveau et leur expérience permettaient de donner une certaine importance à la partie réservée aux conférences. Cependant, les travaux pratiques consistant en discussions, séminaires, groupes de travail et visites sur le terrain n'ont pas été négligés pour autant.

Une juste balance a été observée entre le temps consacré aux conférences et celui affecté aux travaux pratiques. Il y a eu 72 heures de cours effectifs et 53 heures de

travaux pratiques répartis de la façon suivante :

- 5 séminaires : 20 heures
- Visites sur le terrain : 33 heures, réparties en 5 visites.

Les cours visaient :

1. A rappeler dans une brève synthèse, les données économiques, techniques et sociales du développement, en distinguant les obstacles et les facteurs positifs, que ne doit jamais perdre de vue le développement communautaire;

2. A développer la partie technologique et méthodologique du développement communautaire. Et dans cette seconde partie de beaucoup la plus importante, ont été passés successivement en revue :

- le fondement, l'évolution et les principes du développement communautaire,
- Les aspects sociaux du développement communautaire,
- La contribution du développement communautaire au développement économique,
- Les méthodes d'organisation, de planification et d'intégration du développement communautaire,
- Les moyens d'action et techniques de communication,
- Les méthodes de formation et d'animation,
- La comparaison des enseignements à travers les expériences indienne, cingalaise, ghanéenne, camerounaise, sénégalaise, etc...

3. A étudier les lignes de planification générale dans lesquelles peut s'insérer le développement communautaire, et à examiner les corrélations existant avec les autres secteurs économiques et sociaux.

4. Enfin, à situer le développement communautaire, dans le cadre de l'organisation internationale.

- Les séminaires ont porté sur :

- i) les techniques de communication,
- ii) la contribution du développement communautaire au développement économique,
- iii) les facteurs de développement, le développement social au Sierra Leone, sur l'animation,

- iv) l'étude d'un problème d'assistance technique,
- v) la comparaison des expériences au Ghana et en Ouganda.

- Les visites sur le terrain ont consisté :

i) une visite des réalisations de Dakar (4 Novembre),

ii) dans une discussion au centre d'animation de Thiadiaye (District de M'Bour) (10 novembre),

iii) dans une visite suivie de discussion au Centre régionale d'Assistance au Développement (C.R.A.D.) de Thiès et à l'équipe du Centre d'expansion Rurale (C.E.R.) de N'Guekok (district de M'Bour) (18 novembre),

iv) une visite au Centre d'Animation Rurale Féminine de Keur Massar et Centre National de Formation de Rufisque (25 novembre),

v) une visite commentée au groupement de Société Mutuelle d'Auto-Construction des Castors de Dakar (28 novembre).

- Enfin les stagiaires ont disposé d'un certain nombre de document de la CEA qu'ils ont eu à étudier.

- Le programme détaillé du stage est joint en annexe.

II.- FREQUENTATION ET AMBIANCE DU STAGE

- Treize pays sur dix-huit ont répondu à l'invitation de la CEA d'envoyer un participant au stage. Ce sont le Cameroun, le Congo (Brazzaville), le Congo (Léopoldville), la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, le Libéria, le Niger, la Nigeria, le Sénégal, le Sierra Leone, le Tchad. Le Ghana et le Gabon avaient désigné chacun un participant qui n'a pas rejoint le stage.

- Trois pays ont décliné l'invitation ou n'ont pas répondu: la République Centrafricaine, la Guinée et le Mali.

- Par contre, le Congo (Léopoldville) a envoyé à ses frais, un candidat supplémentaire, et quatre sénégalais et une sénégalaise (directrice de l'animation féminine) ont suivi le stage.

- L'effectif comprenait donc 19 stagiaires, dont 16 d'expression française et trois d'expression anglaise; ce qui n'a rien d'étonnant car il n'y a que quatre pays anglophones dans l'Ouest africain.

- Les stagiaires se répartissaient de la façon suivante d'après leur fonction:

| | |
|--|---|
| - Conseiller ou chef du Service de la Coopération ... | 3 |
| - Directeur de Paysannat ou de la Mutualité | 2 |
| - Directeur ou chef du service de l'Agriculture | 2 |
| - Directeur de l'animation du Développement communautaire ou de l'Education des Masses | 3 |
| - Affaires sociales | 2 |
| - Directeur de Centre de formation | 1 |
| - Commissaire au Développement | 2 |

Le niveau des stagiaires était excellent dans l'ensemble. Pour certains d'entre eux, le niveau était universitaire ou pré-universitaire.

L'ambiance a été cordiale, et on n'a pas constaté de clivage entre la petite minorité anglophone et la majorité d'expression française. L'esprit de camaraderie n'a cessé de régner. On n'a d'ailleurs pas enregistré de difficultés particulières du fait du caractère bilingue du cours, les interventions et les échanges ont pu se faire facilement dans les deux langues.

La participation a été très active, et les réactions des stagiaires ont été intéressantes, et judicieuses dans l'ensemble. Aucun relâchement ne s'est manifesté sur la fin, ce qui prouve que la durée d'un mois est admissible. L'assiduité a été satisfaisante.

III.- ORGANISATION

Le stage a été organisé par le service du Développement Communautaire de la CEA. La préparation n'en a pas été facilitée par l'éloignement de Dakar du siège de la Commission, et la lenteur

des communications postales. Le personnel de la Commission a été pris en charge sur le budget de la CEA, les autres dépenses concernant, le voyage et les frais de séjour des participants et des conférenciers, de l'interprétation ont été couvertes par l'Assistance Technique.

Le Sénégal a assuré l'accueil, les moyens de transport et l'organisation des visites sur le terrain; l'Université a fourni les locaux pour la tenue de stage et les facilités de nourriture à la Cité Universitaire.

- Les principales difficultés sont venues de la défection d'un certain nombre de conférenciers de langue anglaise. Cependant, ils ont pu être remplacés assez rapidement, et le déroulement du stage n'en a pas souffert. Pour tous les sujets de culture économique et sociale, les conférenciers ont été pris parmi les professeurs ou spécialistes de l'Université de Dakar. Les sujets spécialisés, et notamment la partie concernant la technologie du développement communautaire ont été traités soit par le personnel de la CEA, soit par des spécialistes ou experts internationaux de langue anglaise, venus de New-York, de l'UNESCO, du Cameroun Occidental, du Ghana et du Libéria, au nombre de 8. La répartition de ces conférenciers est donnée en annexe.

L'interprétation s'est révélée satisfaisante dans l'ensemble, en dépit des défaillances d'un des interprètes.

L'organisation matérielle, comportant une foule de détails et les questions financières ont fait perdre beaucoup de temps au responsable du stage, et la nécessité se dégage pour l'avenir de prévoir un agent pour décharger le responsable de ces questions matérielles qui absorbent une partie de son temps. Il lui est difficile, en effet, de s'occuper en même temps des programmes, des problèmes pédagogiques, de faire des cours lui-même et de régler les multiples questions de détail que soulève un tel stage.

La responsabilité du stage était assurée par le Chef du Service du Développement Communautaire, assisté de son Adjoint pendant la moitié du stage.

Enfin, des entretiens individuels avec le Directeur du stage et une enquête par questionnaire ont permis de mesurer le bénéfice que les participants ont retiré du stage.

IV.- ENSEIGNEMENTS QU'IL CONVIENT DE TIRER :

Cette première expérience de formation de développement communautaire au niveau le plus élevé, en Afrique, s'est révélée très satisfaisante.

i) Elle montre tout d'abord que lorsque le niveau est homogène, on peut espérer une participation active, et une efficacité dans la formation;

ii) L'équilibre entre la partie théorique des conférences et celle des travaux pratiques semble avoir été réalisé. Peut-être pourrait-on cependant augmenter légèrement les heures consacrées aux séminaires.

(iii) L'introduction de l'étude d'un "problème d'assistance technique", proposant des données concrètes physiques, économiques et sociales, et plaçant le stagiaire devant une situation à laquelle il pourrait avoir à faire face, réclamant de lui un effort de réflexion, une méthode l'astreignant à retourner le problème sous toutes les faces pour trouver des solutions que l'on livre ensuite aux débats, constitue un excellent exercice qui a rencontré beaucoup de succès et qu'il convient d'étendre.

iv) Le bilinguisme n'est pas un obstacle à des échanges fructueux et à l'organisation d'un tel stage.

v) La durée d'un mois adoptée pour ce stage et que l'on craignait tout d'abord être longue, s'est révélée acceptable; la grande majorité des stagiaires pensent - et ceci résulte de leur réponse au questionnaire qu'il serait judicieux de porter

cette durée à 6 semaines, pour permettre de donner une part plus large aux séminaires et aux travaux sur le terrain. Notamment, ces travaux sur le terrain pourraient être concentrés dans un séjour d'une semaine continue sur le terrain. Ils estiment également que devant le succès de ce premier stage, les gouvernements admettront plus facilement de se priver pendant six semaines de leurs fonctionnaires pour suivre un stage fructueux pour le pays.

(vi) L'entretien personnel avec chaque stagiaire à la fin du stage est excellent: il permet de mesurer le bénéfice qu'a retiré le participant de son stage, les intentions des stagiaires pour l'avenir, et les difficultés qu'il rencontre dans son pays.

Le questionnaire que remplit chacun d'entre eux à la fin du stage permet de compléter cette information.

- Ces enseignements permettront d'améliorer le prochain stage qui se tiendra en Afrique du Nord, pour les pays arabes.

ANNEXE I

CHAPITRE I

LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Mercredi 1er Novembre
Arrivée des stagiaires.

Jeudi 2 Novembre
Organisation et installation matérielle

Vendredi 3 Novembre
Ouverture officielle du stage

TITRE I

LA TRANSFORMATION DE L'AFRIQUE TRADITIONNELLE

I. L'Afrique traditionnelle

1. Aspects économiques du sous-développement en Afrique: Structure et fonctionnement des économies africaines. Le cercle du sous-développement.

M. BADOUIN
Professeur à la
Faculté de Droit
de Dakar

2. Aspects sociaux-culturels du sous-développement africain: Relations entre les structures économiques et les structures sociales.

- d° -

II. Les facteurs d'évolution

3. Facteurs intellectuels:

M. THOMAS
Professeur à la
Faculté de Lettres
de Dakar

4. Facteurs sociaux (y compris les influences religieuses).

- d° -

5. Facteurs proprement économiques (développement des échanges, l'apparition de la monnaie, le mobile économique, le rôle du crédit, etc...)

M. DUFOUR
Professeur à la
Faculté de Droit
de Dakar

Samedi 4 Novembre
Matin: visite des réalisations de Dakar

Lundi 6 Novembre
Facteurs démographiques.

M. VERRIERE
chef de Service
des Statistiques
du Sénégal

III. La rupture d'équilibre du cadre traditionnel

- | | |
|---|---|
| 7. Dislocation de l'édifice traditionnel et effets du progrès technique sur la famille et sur les communautés traditionnelles africaines. | M. WADE ABDOULAYE - Chargé de cours à la Faculté de Dakar |
| 8. Conséquences sociales du progrès technique: stratification sociale, conflits et tensions | - d° - |
| 9. Problèmes d'urbanisation et l'exode rural | - d° - |

TITRE II

LES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT

I. Le sous-développement et ses goulots d'étranglement

- | | |
|----------------------------------|--|
| 10. Les problèmes de financement | M. LEDUC - Professeur à la Faculté de Droit de Dakar |
|----------------------------------|--|

Mardi 7 Novembre

- | | |
|--|--|
| 11. Le problème sanitaire. | M. Le Docteur SANKALE, Hôpital Le Dentec |
| 12. Les problèmes de l'alimentation et de la nutrition | M. DUPIN, Directeur de l'ORANA |
| 13. Les problèmes de la terre: - pauvreté des sols - Les tenures foncières traditionnelles. | M. BADQUIN |
| 14. Les problèmes de production: - l'archaïsme des modes de production - les besoins de formation et d'organisation - le sous-emploi. | - d° - |
| 15. Les problèmes de financement: - l'absence d'épargne - l'inexistence des investissements internes. | M. VERRIERE |
| 16. Les problèmes psychologiques: - La transformation des mentalités. | M. DIOP ABDOULAYE - Assistant à l'IFAN. |

Mercredi 8 Novembre

17. Les niveaux de vie

M. MERSADIE - Assistant à l'IFAN.

18. L'Education de Base

M. BOWERS - Chef de la Division de l'Education des Adultes et des Activités de la Jeunesse à l'UNESCO

II. Les facteurs de développement

19. Les Techniques de communication

M. BOWERS

20. L'aide financière:

M. LEDUC

- les investissements publics et l'établissement d'infrastructures
- les investissements privés.

21. La mobilisation du travail de l'homme:

M. BADOUIN.

- son importance fondamentale
- conjugaison de l'aide technique et de l'effort des populations.

Séminaire sur les Techniques de communication

TITRE III

LES METHODES D'INTEGRATION DE L'EFFORT DE L'HOMME

Jeudi 9 Novembre

22. Les techniques audio-visuelles de communication dans le développement communautaire

M. BOWERS

Vendredi 10 Novembre

Visite sur le terrain et discussion au Centre d'animation de Thiadiaye (Méthodes d'animation et fonctionnement des équipes de contrôle).

Samedi 11 novembre

Le développement communautaire.

23. Fondement et évolution du développement communautaire

M. DULPHY

24. Principes du développement communautaire:
- besoins réels et besoins ressentis
- développement général et développement local
- les changements d'attitude des masses.

25. Principes du développement communautaire (suite) - d° -
- Rôles des organismes traditionnels
- Rôle des femmes et des jeunes
- Coordination des activités

Les activités du développement communautaire

Les aspects sociaux

Lundi 13 novembre

26. Le développement communautaire et l'éducation sanitaire M. le Dr SENECAI, Professeur à la Faculté de Médecine de Dakar

27. (suite) - d° -

28. Le développement communautaire et l'habitat M. HANSON, Expert des Nations Unies.

Séminaire présidé par M. Dulphy. Ont participé: M. Mariko (aspects de sous-développement) (Niger)
M. Roberts (S.Leone) Développement social en Sierra Leone
M. Coulibaly (Côte d'Ivoire) La coopération

Mardi 14 Novembre

La contribution du développement communautaire au développement économique et la planification

Politique générale et organisation

29. - la contribution du développement communautaire au développement économique M. PIERSON-Consultant Spécial au Département des Affaires Economiques et Sociales de l'ONU
30. - le développement communautaire et la réforme agraire - d° -
Politique et organisations
31. - a) sur le plan local - d° -
32. b) interdépendance et coordination avec le Gouvernement - d° -
33. - le développement communautaire et la protection de la famille et de l'enfance y compris l'école M. ADOO - Directeur Adjoint au Dev. Com. au Ghana.

34. - les animateurs bénévoles et manière audio-visuelle au Ghana - d° -

Mercredi 15 Novembre

35. développement des populations M. PIERSON
36. - formation du capital et réalisation des projets - d° -
37. - le développement communautaire et l'amélioration de la production et de l'industrie - d° -
38. - le développement communautaire et les problèmes de groupement et de regroupement des populations M.HARDING - Expert de l'ONU au Ghana.
39. - le développement communautaire et les problèmes de groupement et de regroupement des populations (suite) - d° -
40. - formation en matière de développement communautaire - différentes sortes de formation M.BEGERT - Expert de l'ONU au Cameroun.

Jeudi 16 novembre

Séminaire: Contribution du développement communautaire au développement économique;

dirigé par... M. PIERSON

avec participation

(Sénégal)

(Nigeria)

(Tchad)

M. DIOP MASON.

M. NDU

M. DIGUINBAYE

41. -Expérience de développement communautaire au Ghana M. ADOO
42. - Programme de formation au Ghana - d° -
43. - Formation en matière de développement communautaire M. BEGERT
- méthodes de formation
- programmes

Vendredi 17 novembre

44. - Les organisations nationales, régionales et locales du développement communautaire M. HARDING
45. - L'animation des communautés M. DULPHY
46. - L'animation des communautés - d° -
47. - Expériences pilotes et expérience israélienne - d° -
48. - Le développement communautaire en zone urbaine - d° -
49. - Expérience ghanésienne M. ADOO

Samedi 18 novembre

Toute la journée: Visite sur le terrain:
CRAD de Thies,
CER de N'Guékokh.

Lundi 20 novembre

50. - L'expérience sénégalaise M. CISSE BEM MADY,
Directeur de l'animation
au Ct Gt au plan sénégalais
51. - Les expériences indienne et cingalaise M. DULPHY
52. - Le développement communautaire au Cameroun occidental M. BEGERT

TITRE IV

LA COORDINATION DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
ET DU DEVELOPPEMENT GENERAL

Etudes des documents et prospectus des séminaires

Mardi 21 novembre

53. - L'école dans la communauté M. DULPHY
54. - La planification rurale M. VAN DER VAERLEN,
Directeur de l'ISEA de
Dakar.
55. - Les enquêtes: statistiques, agronomiques, socio-économiques, techniques. M. WADE ARDOULAYE

résumé de la situation des pays en développement

1. L'année 1977 a été marquée par une poursuite de la dégradation de la situation économique et sociale des pays en développement. Les problèmes de développement ont continué de se poser de façon aiguë. Les pays en développement ont subi de graves pertes de production et de revenus. Les besoins de financement ont continué de croître. Les problèmes de développement ont continué de se poser de façon aiguë.

CHAPITRE II

PROBLEMES SOCIAUX ET ACTION SOCIALE

1. Les problèmes sociaux ont continué de se poser de façon aiguë. Les besoins de financement ont continué de croître. Les problèmes de développement ont continué de se poser de façon aiguë.

2. Les problèmes sociaux ont continué de se poser de façon aiguë. Les besoins de financement ont continué de croître. Les problèmes de développement ont continué de se poser de façon aiguë.

ANNEXE II

1. Les problèmes sociaux ont continué de se poser de façon aiguë. Les besoins de financement ont continué de croître. Les problèmes de développement ont continué de se poser de façon aiguë.

2. Les problèmes sociaux ont continué de se poser de façon aiguë. Les besoins de financement ont continué de croître. Les problèmes de développement ont continué de se poser de façon aiguë.

3. Les problèmes sociaux ont continué de se poser de façon aiguë. Les besoins de financement ont continué de croître. Les problèmes de développement ont continué de se poser de façon aiguë.

4. Les problèmes sociaux ont continué de se poser de façon aiguë. Les besoins de financement ont continué de croître. Les problèmes de développement ont continué de se poser de façon aiguë.

Mardi 21 novembre (suite)

TITRE I
PROBLEMES SOCIAUX

56. L'évolution et l'adaptation de la famille africaine, cellule économique et sociale M. DIOP ABDOULAYE
57. Urbanisation, industrialisation, prolétarisation. M. HAUSER - Assistant à l'IFAN
58. Problèmes sociaux des zones arides - Nomadisme et sédentarisation. M. TOUPER - Assistant à l'IFAN

Mercredi 22 novembre

59. Les migrations: aspects économiques et sociaux M. DIOP ABDOULAYE

TITRE II
L'ACTION SOCIALE

60. L'action medico-sociale: protection maternelle et infantile Education sanitaire M. SENECAL
61. La planification rurale (suite) M. VAN DER VAEREN
62. L'action du service social à travers les programmes de développement communautaire - le service social - sa mission dans les pays en voie de développement Mlle Jane SYLAIN Consultante régionale de la CEA.
63. La protection familiale et ses divers aspects - d° -
64. Les centres sociaux - leur mission éducative - d° -

Jeudi 23 novembre

Séminaire (Comparaison des expériences Problèmes assistance technique)

65. Les réformes paysannes à Madagascar M. DULPHY

Vendredi 24 novembre

66. Méthodes de service social: polyvalence et spécialisation. Mlle Jane SYLVAIN
67. L'assistance aux inadaptés physiques et sociaux - La délinquance juvénile. - d° -
68. La formation du personnel social - d° -
69. L'action socio-économique: les formes coopératives et mutualistes. M. RATAFIKA - Adjoint au chef du Service de Développement communautaire à la CEA.

CHAPITRE III

**LES PAYS SOUS-DEVELOPPES ET L'ACTION
INTERNATIONALE**

TITRE UNIQUE

LES PAYS AFRICAINS ET L'ACTION INTERNATIONALE

Vendredi 24 novembre (suite)

70. Les organisations et institutions internationales M. MIR KHAN
Evolution - Structure.

Groupe de discussion - l'Expérience Ghanéenne.

Samedi 25 novembre

Visite sur le terrain
(Centre d'animation féminine Keur-Massar).

Lundi 27 novembre

Conférence de synthèse.

M. G. DULPHY

Séminaire - Comparaison des méthodes de Développement
Communautaire d'après l'étude des documents de la CEA.

- Développement communautaire et mouvements coopé-
ratifs en Côte-d'Ivoire, au Kenya, Nigeria, Sénégal
et Tanganyika (étude Digby).
- Etude comparative du développement communautaire au
Ghana, au Kenya, au Nigeria, au Tanganyika et dans
la province égyptienne de la République arabe unie
(étude et discussion du rapport sur le voyage d'étude
1960 et du rapport Griffiths).
- Etudes et aspects sociaux du développement communautaire
(à travers le Cycle d'études d'Accra de 1960).

71. L'Assistance technique internationale
Ses diverses formes

M. MIR KHAN

PARTIE II

TRAVAUX PRATIQUES

Lundi 27 novembre (suite)

72. La coopération régionale - La CEA - Sa mission M. G. DULPHY

Mardi 28 novembre

Visite sur le terrain de la Société Mutuelle de Construction des "Castors".

Groupe de discussion et critique du stage et remise des rapports des stagiaires.

Mercredi 29 novembre

Entretien individuel des stagiaires avec le Directeur de stage

Clôture du stage.

Jeudi 30 novembre

Départ des stagiaires.

Chaque cours a été suivi d'un quart d'heure de discussion.

I. SEMINAIRE

- 9 novembre Séminaire sur les Techniques de communication - dirigé par M. BOWERS
- 13 novembre Séminaire et discussion sur des sujets introduits par les stagiaires - séminaire dirigé par M. DULPHY
 - M. MARIKO (Niger): Les aspects du sous-développement.
 - M. ROBERTS (Sierra Leone): Développement social en Sierra Leone.
 - M. COULIBALY (Côte d'Ivoire): La Coopération.
- 16 novembre Séminaire sur le Développement communautaire au Développement économique dirigé par M. PIERSON avec la participation de:
 M. LIOP MASSON (Sénégal)
 M. NDU (Nigeria)
 M. DIGUIMBAYE (Tchad)
- 23 novembre Séminaire: Discussion d'un problème d'Assistance Technique dirigé par M. DULPHY avec la participation de
 MM. MARIKO (Niger)
 SYLLA (Sénégal)
 ACCOLASTSE (Libéria)
 KOUDOGBO (Dahomey)
- 27 novembre Séminaire: Comparaison des méthodes de développement communautaire d'après l'étude des documents de la CEA dirigé par M. DULPHY.

27 novembre (suite)

- I. - Développement communautaire et mouvements coopératifs en Côte d'Ivoire, au Kenya, Nigeria, Sénégal et Tanganyika (étude Digby).
2. - Etude comparative du développement communautaire au Ghana, au Kenya, au Nigeria, au Tanganyika et dans la province égyptienne de la République arabe unie (étude et discussion du rapport sur le voyage d'étude 1960 et du rapport Griffiths).
3. - Etudes et aspects sociaux du développement communautaire (à travers le Cycle d'études d'Accra de 1960).

II. GROUPES DE DISCUSSION

Cinq séances de groupes de discussion portant sur les principaux sujets ont eu lieu.

III. - CINQ VISITES commentées dans le milieu rural:

- | | |
|-------------|---|
| 4 novembre | Visite des réalisations de Dakar. |
| 10 novembre | Visite sur le terrain: Centre d'animation polyvalent de Thiadiouye. |
| 18 novembre | Visite sur le terrain: Centre Régional d'Assistance et de Développement de Thies et du Centre d'Expansion rurale de N'Guekoh. |
| 25 novembre | Visite du Centre d'animation féminine de Keur-Massar et du Centre National de Formation de Rufisque. |
| 28 novembre | Visite de la Société mutuelle de construction des "Castors" de Dakar. |

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS AU
STAGE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - DAKAR

1 - 30 NOVEMBRE 1961

| <u>Pays</u> | <u>Noms des participants</u> | <u>Fonctions actuelles</u> | <u>Domicile</u> |
|-----------------------|------------------------------|--|-----------------|
| <u>CAMEROUN</u> | J. SANGUE | Conseiller à la Coopération, Chargé du Dévelop. Communautaire | YAOUNDE |
| <u>CONGO</u> (Brazza) | J. LOEMBE | Chef du Service agricole | BRAZZAVILLE |
| <u>CONGO</u> (Leo) | E. MOMBONG | Directeur du Service de Déve- loppement communautaire | LEOPOLDVILLE |
| <u>Congo</u> (Leo) | P. ELLEBE | Sécrétaire au Ministère des Affaires Sociales | LEOPOLDVILLE |
| <u>COTE-D'IVOIRE</u> | A. COULIBALY | Chef de Service Action coopé- rative au CNCMA | ABIDJAN |
| <u>DAHOMBY</u> | O.E. KOUDOBOBO | Directeur Service Agriculture | PATONOVO |
| <u>HAUTE-VOLTA</u> | T. NONGUIERMA | Conseiller technique au Crédit coopératif | OUAGADOUGOU |
| <u>LIBERIA</u> | J. ACOLATSE | Directeur Kpain Projets | MONROVIA |
| <u>NIGER</u> | K. MARIKO | Directeur du Paysannat et de la Mutualité | NIAMEY |
| <u>NIGERIA</u> | N. A. NDU | Deputy Community Development Secretary Eastern Nigeria | LAGOS |
| <u>SERRA LEONE</u> | Q. T. ROBERTS | Principal Social Development Officer | FREETOWN |
| <u>TCHAD</u> | G. DIGUIMBAYE | Directeur animation au Commis- sariat général au Plan | FORT LAMY |
| <u>TOGO</u> | J. ADZOMADA | Chef du Service de l'Education des masses | LOME |

PERSONNEL INTERNATIONAL

Mr. Gérard Dulphy, Chef du Service du Développement communautaire
M. RATAFIKA, Adjoint au Chef du Service du Développement communautaire
Mlle Jane SYLVAIN, Consultante régionale
M. G. MATHIEU, Interprète
M. G. MUZLERA MOONEY, Interprète
Mme. F. MARCO, Interprète
M. N. NEMERT, Interprète
Mlle D. DOWLEY, Traductrice
Mlle E. HELFER, Secrétaire

LISTE DES CONFERENCIERS

- M. ADOO - Directeur-Adjoint du département du Développement communautaire du Ghana
M. BADOVIN - Professeur à la Faculté de Droit de Dakar
M. BECIERT - Expert du Développement communautaire (Nations Unies)
M. BOWERS - Chef de la Division de l'Education des Adultes et des Activités de Jeunesse (UNESCO)
M. DIA ASSANE - Directeur de la Division Economique au Commissariat général au Plan - Dakar
M. DUFOUR - Professeur à la Faculté de Droit de Dakar
M. DUPIN - Directeur de l'ORANA
M. DULPHY - Chef du Service de Développement communautaire (CEA)
M. CISE BEM MADY - Directeur de l'Animation au CG au Plan sénégalais
M. DIOP ABDOULAYE - Assistant à l'IFAN
M. HARDING - Expert des Nations Unies en matière de développement communautaire
M. HANSON - Expert des Nations Unies en matière d'Habitat à bon marché
M. HAUSER -
M. LEDUC - Professeur à la Faculté de Droit de Dakar
M. MERSADIER - Assistant à l'IFAN
M. MIR KHAN - Représentant général des Nations Unies à Dakar
M. PIERSON - Consultant spécial au Dépt des Affaires économiques et sociales
M. RATAFIKA - Adjoint au chef du Service de Développement Communautaire à la CEA
M. SANKALE - Professeur à la Faculté de médecine de Dakar
M. SENECAL - Professeur à la Faculté de médecine de Dakar
Mlle J. SYLVAIN - Consultante régionale de la CEA
M. THOMAS - Professeur à la Faculté des lettres de Dakar
M. TOUPER - Assistant à l'IFAN
M. VAN DER VAAREN - Directeur de l'ISEA de Dakar
M. VERRIERE - Chef du Service des statistiques du Sénégal
M. WADE ABDOULAYE - Chargé de cours à la Faculté de Droit de Dakar

LISTE DES PARTICIPANTS SENEGALAIS

Fixes: M. DIOP ASSANE MASSON - Directeur Animation Urbaine (Commissariat général au Plan)

M. SYLLA AMADA DIOP - Directeur du Centre de Formation et d'Action de Rufisque (Ministère de l'Enseignement technique)

Adjoints au développement: N'DAKHTE M'BAYE - région de Diourbel

LAM MAGATTE - région de Casamance

GUYE MANSOUR - région Sénégal oriental

N'DAO AMADOU - Sine-Saloum

LY BOCAR - région du Fleuve

Selon les sujets: Mme FALL, Directrice de l'Animation Rurale Féminine (Commissariat général au Plan)

Départements devant envoyer un stagiaire en principe:

- Economie rurale (la Coopération)

- Affaires sociales

- Jeunesse et Sports